### Paola Nabet

née le 28 août 1981, à Paris 35 rue de Lorraine, 57 070 Metz 07 62 46 20 07 paola.nabet@yahoo.fr

Maître de conférences HDR à l'Université de Lorraine Vice-doyenne de la faculté DEA de Metz Professeur assistant Associée à l'Université du Luxembourg Membre associée du CREDIMI (Centre de recherche en droit des marchés et des investissements)

### DIPLÔMES, QUALIFICATION et RECRUTEMENTS

### 2020 HABILITATION A DIRIGER DES RECHERCHES (HDR)

Mémoire sur « **l'efficacité du droit des entreprises en difficulté en droit interne et international ».** Soutenue le vendredi 13 novembre 2020.

Marraine scientifique : Caroline Houin-Bressand, Professeur à l'Université de Lorraine

Membre du jury : Sabine Corneloup, Professeur à Paris II – Panthéon-Assas (Rapporteur)

Rémi Dalmau, Professeur à l'Université de Lorraine

Laurence-Caroline Henry, Avocat général à la Cour de cassation (Rapporteur) Françoise Pérochon, Professeur à l'Université de Montpellier (Rapporteur) Philippe Roussel Galle, Professeur à l'Université de Paris (Président du jury)

2016 MAÎTRE DE CONFERENCES à l'Université de Lorraine – Faculté de droit, économie et

administration de Metz

2010 CAPA (certificat d'aptitude à la profession d'avocat) – HEDAC Versailles.

2010 - 2016 MAÎTRE DE CONFERENCES à l'Université de Bourgogne

2010 **QUALIFICATION aux fonctions de Maître de conférences** – CNU section 01

2009 **DOCTORAT DE DROIT mention Très Honorable avec les Félicitations du jury à l'Unanimité.**Autorisation de publication sans modification. Proposition pour le prix de thèse.

Thèse sur « La coordination des procédures d'insolvabilité en droit de la faillite internationale et communautaire » soutenue le 6 juin 2009 à l'Université de Bourgogne.

<u>Directrice de thèse</u>: Mme le Professeur A. Martin-Serf, Professeur à l'Université de Bourgogne.

Membres du jury : M. le Professeur M. Germain, Professeur à l'Université Panthéon-Assas – Paris II.

M. le Professeur C. Nourissat, Professeur à l'Université de Jean Moulin – Lyon III. M. Ph. Roussel Galle, Agrégé des Facultés de Droit, Maître de conférences à

l'Université de Bourgogne.

M. le Président D. Tricot, Président Honoraire de la Chambre commerciale, financière et économique de la Cour de cassation, Agrégé des Facultés de droit,

PRIX du Conseil National des Administrateurs Judiciaires et des Mandataires Judiciaires 2011 PRIX DE THESE de l'ASSOCIATION DROIT ET COMMERCE 2011 PRIX René GAZIN de l'Université de Bourgogne de la Meilleure thèse en droit, toutes disciplines

confondues.

2007-2009	ATER mi-temps à l'Université de Bourgogne, faculté de Droit
2005	Obtention de l'examen d'entrée au CRFPA (IEJ Dijon)
2003-2004	<b>DEA</b> droit de l'économie et des affaires, mention internationale - <b>Majore de promotion.</b> Université de Bourgogne. Directeur du DEA : M. le Professeur E. Loquin.
2002-2003	Maîtrise de droit des affaires internationales— Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne.
2001-2002	Licence de droit des affaires – Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne.
1999-2001	DEUG de droit – Universität des Saarlandes (Allemagne) – Centre juridique Franco-Allemand.

## TRAVAUX

### **OUVRAGES**

### **Ouvrages individuels**:

- <u>Manuel</u>: *Le Règlement européen sur l'insolvabilité*, en collaboration avec le Pr. G. Cuniberti, LGDJ, 2017, 504 p.
- <u>Thèse</u>: « La coordination des procédures d'insolvabilité en droit de la faillite internationale et communautaire », Litec, Bibliothèque de droit de l'entreprise, n° 83, 2010.

### Contribution à des Ouvrages collectifs et des Mélanges :

- <u>Ouvrage collectif</u>: Commentaire de plusieurs **arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne** sur le Règlement insolvabilité, *Espace judiciaire civil européen, Arrêts de la CJUE et commentaires*, 2<sup>ème</sup> éd°, sous la direction de G. Payan, Bruylant, à paraître.
- Ouvrage collectif: entrées « fonds de commerce », « bail commercial », « propriété commerciale », « clientèle civile », « dividendes » in Dictionnaire de droit des biens, sous la direction de V. Bonnet, à paraître.
- 2023 <u>Ouvrage collectif</u>: « Introduction sur la loi du 14 février 2022 », *in L'entrepreneur individuel après la loi du 14 février 2022* dir° P. Nabet, Legitech, 2023, p. 7-14.
- 2023 <u>Ouvrage collectif</u>: « Le rebond de l'entrepreneur individuel », in L'entrepreneur individuel après la loi du 14 février 2022 dir° P. Nabet, Legitech, 2023, p. 143-153.
- 2023 Ouvrage collectif: « Le gage des créanciers publics de l'entrepreneur individuel », in L'entrepreneur individuel après la loi du 14 février 2022 dir° P. Nabet, Legitech, 2023, p. 155-162.
- 2023 Ouvrage collectif: « Conclusion générale », in L'entrepreneur individuel après la loi du 14 février 2022 dir° P. Nabet, Legitech, 2023, p. 163-165.
- Mélanges: « Les feux de l'amour en droit des sociétés ou l'instrumentalisation des sociétés par la famille », in L'effervescence du droit des affaires, Mélanges en l'honneur d'Arlette Martin-Serf, Bruylant, p. 249-270.
- <u>Mélanges</u>: « Rebondir de la terre au ciel ? Etude sur le droit au rebond de l'entrepreneur après une liquidation judiciaire », in Le droit entre ciels et terres, Mélanges en l'honneur du Professeur Laurence Ravillon, 2022, Pedone, p. 491-501.
- Ouvrage collectif: Commentaire des arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne sur le Règlement insolvabilité, Espace judiciaire civil européen, Arrêts de la CJUE et commentaires sous la direction de G. Payan, Bruylant.
- 2017 <u>Mélanges</u>: « Arthroscopie de l'articulation des procédures principale et secondaire(s) dans le Règlement insolvabilité *bis* », *in Mélanges en l'honneur de Jean-Luc Vallens*, Joly éditions, 2017, 462 p.
- 2016 Ouvrage collectif: Commentaires des articles 34; 36; 40; 48; 49; 50 et 52 du Règlement européen sur l'insolvabilité révisé ainsi que de toutes les introductions des différents chapitres sur le Règlement insolvabilité in Le Règlement (UE) n° 2015/848 du 20 mai 2015 relatif aux procédures d'insolvabilité, commentaire article par article », sous la direction de L. Sautonie-Laguionie, SLC, janvier 2016, 425 p.

- Ouvrage collectif: Commentaires sur l'application française des articles 5.5, 5.6, 5.7, 59 et 60 du Règlement (CE) n° 44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale dit Règlement Bruxelles 1 in Unalex Commentary on the Brussels I Regulation.
- <u>Ouvrage collectif</u>: « **Droit international et droit des entreprises en difficulté** », in *Entreprises en difficulté*, Litec, coll. 360°, 2012, 1024 p., dir° Ph. Roussel Galle.

### Actes de colloque :

- **2023** « L'internationalité du litige en droit de la responsabilité délictuelle », L'internationalité du litige, dir° P. Nabet, Legitech, à paraître.
- **2019** « Rapport de synthèse », La réforme du code pénal tunisien, lecture croisée de l'avant-projet du livre I du Code pénal Tunisie, Allemagne, France, Algérie, dir° N. Rachdi, Nirvana.
- **2018** « L'attractivité multi-facettes du Royaume-Uni pour les sociétés », Colloque sur le Brexit, Revue Droit International, Commerce, Innovation & Développement, https://masterdaii-dicid.u-bourgogne.fr/revue/numeros.html
- « Le droit au rebond du débiteur : la liquidation judiciaire simplifiée et la nouvelle procédure de rétablissement professionnel », Le droit des entreprises en difficulté à l'heure des réformes : regards croisés entre la France, la Tunisie, l'Algérie et le Maroc, dir° Ph. Roussel Galle, P. Nabet et N. Rachdi, CEJJ, p. 177.
- **2015** « Le traitement matériel des faillites internationales : l'exemple du droit européen », Le droit des entreprises en difficulté à l'heure des réformes : regards croisés entre la France, la Tunisie, l'Algérie et le Maroc, dir° Ph. Roussel Galle, P. Nabet et N. Rachdi, CEJJ, p. 243.

### **ARTICLES**

- « L'influence du droit européen sur le renouvellement des mesures de traitement : la nouvelle proposition de directive sur l'insolvabilité », Rev. Proc. coll. 2024, n° 2, p.
- **Contrat de travail et procédure collective transfrontalière** », comm. CA Angers, ch. soc. 11 mars 2021, *JCP E* 2021, n° 41, 1455, p. 48-52.
- **2021 « Contrat de travail et procédure collective transfrontalière »**, *Rev. Proc. coll.* n° 5, sept. 2021, étude 17 **et** *JCP S* 2021, n° 46, 1281, p. 9-12.
- « Convention franco-italienne du 3 juin 1930 Article 24 de la convention. Loi applicable à l'admission des créances loi applicable au classement des créanciers » comm. Cass. 1<sup>ère</sup> civ., 11 juill. 2019, *JDI* 2020, n° 1, p. 18-26.
- « Les mesures de la loi PACTE en droit des entreprises en difficulté », Petites Affiches, 25 novembre 2020, n° 236, LPA154k9, p. 13-19.
- « Le choix d'une procédure secondaire en application du Règlement insolvabilité bis », Annuaire sur l'insolvabilité et la restructuration en Allemagne Schultze & Braun 2019, p. 10.
- « L'adaptation du droit français des entreprises en difficulté au Règlement européen sur l'insolvabilité. Le décret n° 2018-452 du 5 juin 2018 », BJE nov.- déc. 2018, n° 6, p. 466.
- **2018** « **L'évitement d'une procédure secondaire par un engagement unilatéral** », dossier spécial L'adaptation du droit français au Règlement insolvabilité bis : quels choix pour quelle efficacité ? , *BJE* 2018, n° 2, p. 167.

2018 « Les dispositions françaises sur les procédures relevant du Règlement européen sur l'insolvabilité : **L'Ordonnance n° 2017-1519 du 2 novembre 2017** », *Droit et procs*. 2018, n° 1, p. 2. 2017 « Les formulaires types pour la mise en œuvre du Règlement insolvabilité », RJCom, sept./oct. 2017, n° 5, p. 511. « Sanction du dirigeant d'une société en procédure d'insolvabilité selon le Règlement (CE) n° 2016 1346/2000 et liberté d'établissement », comm. sous CJUE, 10 déc. 2015 « Kornhaas », RcDIP 2016, n° 3, p. 545. 2016 « Le champ d'application dans le temps du nouveau Règlement européen sur l'insolvabilité », BJE 2016, n° 1, p.72 « Le nouveau Règlement européen sur l'insolvabilité », RJCom 2016, n° 3, p. 276. 2016 2015 « Etude sur le champ d'application matériel direct du Règlement européen sur l'insolvabilité », BJE janvier-février 2015, n° 1, p. 56. 2014 « Etude sur le champ d'application spatial du Règlement européen sur l'insolvabilité », BJE juilletaoût 2014, n° 4, p. 273. « Premier aperçu du projet de la Commission pour la révision du Règlement (CE) n° 1346/2000 2013 sur l'insolvabilité », Petites Affiches, 31 mars 2013, n° 58, p. 5. 2012 « Pour un agent des sûretés efficace en droit français ou comment donner un effet utile à l'article 2328-1 du Code civil », D. 2012, n° 29, p. 1901. 2012 « Dix ans d'application du Règlement européen sur les procédures d'insolvabilité : bilan et perspectives », RJcom, janv.-fév. 2012, p. 5. 2012 « Les sûretés en droit international privé », JCP N 2012, n°40, 1341, p. 53-56. 2012 « Une radiation d'office qui fait plaisir », à propos du décret du n° 2011-1836 du 7 décembre 2011, Petites Affiches, 15 mars 2012, n° 54, p. 6. 2011 « Déclaration de créance par un tiers mandataire : l'Assemblée plénière fléchit enfin » ; Ass. Plé. 4 fév. 2011, Revue Lamy Droit des affaires avril 2011, n° 59, p. 17. 2010 « Le principe de proportionnalité s'invite en droit des procédures collectives », Petites Affiches, 8 avril 2010, n° 70, p. 3. 2010 « Le sort du dirigeant-caution », Droit des sociétés, février 2010, n° 2, p. 5. 2010 « Le contrat de location-accession : la fin des incertitudes », Cass. Civ. 3<sup>ème</sup>, 8 avril 2009, *Droit et* Patrimoine, n° 189, février 2010, p. 34. 2007 « Application du Règlement (CE) n° 1346/2000 à une situation purement interne », CA

#### **FASCICULES**

- « Clientèles civiles », J-Cl. Notarial, Synthèse 350.
- « Fonds artisanal », J-Cl. Notarial, Synthèse 680.
- « Les créanciers dans le Règlement (UE) n° 2015/848 », in Lamy Voies d'exécution

Versailles, 11 janvier 2007, JCP E 2007, n° 43 p. 27.

- « **Procédures collectives en droit international : les règles conventionnelles** », *J-Cl. Droit international, fasc.* 569-20 ; *J-Cl.* Procédures collectives, fasc. 3131.
- **Procédures collectives : vente** » (formule), *J-Cl Notarial*, fasc. 155.
- « Procédures collectives : ventes de fonds de commerce », (formule), *J-Cl Notarial*, fasc. 165
- « Procédures collectives : cessions dans le cadre d'un plan de cession », (formule), J-Cl Notarial, fasc. 167.
- « Vente d'immeuble : adjudication amiable en procédure collective », in J-Cl Notarial, fasc. 60.
- « clientèles civiles », J-Cl. Notarial, fasc. 250.
- « présentation des clientèles civiles », J-Cl. Notarial, fasc. 265.

#### NOTES DE JURISPRUDENCE

- « Application de la suspension des poursuites individuelles à une action en nullité en droit luxembourgeois des procédures collectives », note sous Cass. com. 12 nov. 2020, n° 19-10.579, *BJE* janv.-fév. 2021, n°118j4, p. 52.
- w Domaine de la loi applicable aux instances en cours dans le Règlement européen sur l'insolvabilité », note sous CJUE, 6 juin 2018, Virgílio Tarragó da Silveira, aff. C-250/17, *BJE* sept-octobre 2018, n° 5, p. 369.
- 2017 « Reconstitution du gage commun des créanciers », note sous Cass. com., 14 juin 2017, n° 15-26.953, *RJCom* 2017, n° 5, p. 504.
- w Le contrat de mandat, ni résilié ni cédé avec le fonds de commerce du mandataire en liquidation judiciaire », note sous Cass. com., 28 juin 2017, n° 15-17.934, *RJCom* 2017, n° 5, p. 505.
- « Rejet d'un contredit de compétence fondé sur le Règlement européen sur l'insolvabilité », note sous Cass. com., 27 mai 2014, n° 13-14.956, *BJE* sept.-oct. 2014, n° 5, p. 328.
- « Loi applicable aux actions en nullité de la période suspecte étrangère », note sous Cass. com. 2 oct.
  2012, n° 10-18.005 et n° 11-14.406, in Panorama de droit des entreprises en difficulté, Petites Affiches,
  15 avril 2013, n° 75, p. 17.
- W Validité de la dénonciation d'une saisie-attribution faite au débiteur avant l'ouverture de la procédure collective », note sous Cass. civ. 2ème, 8 déc. 2011, n° 10-24.420, Petites Affiches, 15 juin 2012, n° 120, p. 6.
- 2012 « Refus d'extension d'une procédure d'insolvabilité pour confusion du patrimoine à une société située dans un autre État membre », note sous CJUE 15 déc. 2011, "Rastelli", aff. C-191/10, in Panorama de droit des entreprises en difficulté, Petites Affiches, 15 juin 2012, n° 120, p. 9.
- 2012 « Règlement (CE) n° 1346/2000 : reconnaissance du jugement d'ouverture étranger », note sous Cass. com. 15 fév. 2011, n° 09-71436, in Panorama de droit des entreprises en difficulté, Petites Affiches, 3 janvier 2012, n° 2, p. 10.
- « L'extinction de la créance principale pour défaut de déclaration décharge la caution même condamnée définitivement au paiement », note sous Cass. com. 15 juin 2011, n° 10-17.209, *BJE* 2011, n° 5, p. 316.
- w Le droit au paiement intégral du rétenteur d'un actif inclus dans un plan de cession », note sous Cass. Com. 3 mai 2011, n° 10-16146, *BJE* 2011, n° 4, p. 256.

2011 « Prescription et reprise des poursuites individuelles des créanciers hypothécaires », note sous Cass. Com. 6 juill. 2010, n° 09-65.481, *BJE* 2011, n° 2, p. 135. 2011 « Rejet de l'appel-nullité du candidat repreneur évincé », note sous Cass. com. 14 déc. 2010, n° 10-17.235, Petites Affiches, 29 avril 2011, n° 85, p. 11-12. 2011 « Délai de forclusion du créancier étranger », note sous Cass. com. 16 nov. 2010, n° 09-16.572, in Panorama de droit des entreprises en difficulté, Petites Affiches, 29 avril 2011, n° 85, p. 13-14. 2010 « Transfert des sûretés au cessionnaire d'une entreprise en difficulté », note sous Cass. com. 19 oct. 2010, n° 09-68.377, Petites Affiches, 20 décembre 2010, n° 252, p. 9-10 « Vérification de la loi applicable à la procédure collective par le juge », note sous Cass. com. 6 juill. 2010 2010, n° 09-12.993, in Panorama de droit des entreprises en difficulté, Petites Affiches, 20 décembre 2010, n° 252, p. 14-15. **COLLOQUES et CONFERENCES** 2024 Table ronde: «La redynamisation des centres-villes à l'épreuve du régime des baux commerciaux », Les ateliers Lorrain, chaire UAD, Hôtel de ville de Metz, 19 février 2024. 2023 <u>Intervention</u> : « L'influence du droit européen sur le renouvellement des mesures de traitement », colloque sur la défaillance économique, Université de Lille, 17 novembre 2023. 2023 Participation aux groupes de travail du colloque « Coopération judiciaire interprofessionnelle pour une application efficace de la directive européenne sur l'insolvabilité » organisé par l'ENM et la commission européenne, Bruxelles, 11 et 12 mai 2023. Intervention : « L'internationalité en droit de la responsabilité délictuelle », colloque sur 2022 l'internationalité du litige, Faculté de droit, d'économie et d'administration de Metz, le 1<sup>er</sup> décembre 2022. 2022 <u>Intervention</u>: « Propos introductifs: présentation de la loi du 14 février 2022 sur l'activité professionnelle indépendante », colloque sur l'entrepreneur individuel, CCI de Metz, le 24 juin 2022. Intervention : « L'articulation des normes européennes et internes en droit des entreprises en 2021 difficulté », 8ème assises de la prévention des difficultés des entreprises, Association Droit et Commerce, Dijon, le 1<sup>er</sup> octobre 2021. 2020 Conférence: « La protection du patrimoine de l'entrepreneur en droit français », Institut Sorbonne-Kazakhstan, Almaty, le 19 février 2020. 2019 Intervention : « Les mesures de la loi PACTE en droit des entreprises en difficulté », colloque sur la loi Pacte, Université de Lorraine, Nancy, le 17 octobre 2019. 2019 <u>Intervention</u>: « Droit des entreprises en difficulté: innovations et perspectives », colloque Jurivision sur la loi Pacte, Université de Bourgogne, le 7 juin 2019. 2018 Rapport de synthèse : Colloque sur la réforme du code pénal tunisien. Dispositions Générales, Tunis les 28 et 29 novembre 2018.

Intervention : « L'attractivité multi-facettes du Royaume-Uni pour les sociétés », colloque sur le

Webinaire: « L'incidence de la réforme du droit des contrats sur les cessions de parts sociales »,

Brexit, Université de Bourgogne, le 5 mars 2018.

2018

2017

LexisNexis.

2017 Conférence : « Le nouveau Règlement européen sur l'insolvabilité », pour l'Association pour le retournement des entreprises (ARE). 2016 Intervention : « L'articulation des procédures principale et secondaires », colloque « La gestion du risque d'insolvabilité à l'heure du Règlement 2015/848 », Université Catholique de Lille, 30 et 31 mars 2015. Intervention : « Liquidation simplifiée et rétablissement professionnel », Colloque « entreprises en 2015 difficulté, regards croisés entre la France et le Maghreb », les 16 et 17 avril 2015, à Tunis. 2015 Intervention : « Le traitement matériel des faillites internationales : l'exemple du droit européen », Colloque « entreprises en difficulté, regards croisés entre la France et le Maghreb », les 16 et 17 avril 2015, à Tunis. 2014 <u>Intervention</u>: « Démembrement et droit des sociétés », Colloque du M2 droit notarial « Le démembrement de propriété », Dijon, 21 mars 2014. Intervention: « Les sûretés en droit international privé », Colloque du M2 droit notarial « Sûretés 2012 personnelles, sûretés réelles, lesquelles choisir ? », Dijon, 23 mars 2012. JCP N 2012, n°40, 1341. Conférence : « Dix ans d'application du Règlement européen sur les procédures d'insolvabilité : 2012 bilan et perspectives », Conférence pour l'Association Droit et commerce, 22 nov. 2011 au Tribunal de commerce de Paris. RJcom, janv.-fév. 2012, p. 5. 2012 Intervention : « Les causes de la délinquance juvénile », lycée Saint-Joseph d'Auxerre, à destination des élèves du bac professionnel "protection-sécurité". 2009 Intervention sur « la Faillite internationale » au Colloque "Le nouveau droit des entreprises en difficultés", sous le haut patronage du Ministère de la Justice, le 27 mars 2009 à l'Université de Bourgogne.

# **RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES**

DECDONG A DILLITER A LI CEIN DILLI ADODATOIDE

	RESPONSABILITES AU SEIN DU LABORATOIRE
2021	Élaboration du bilan et du projet de l'axe de droit des affaires de l'Institut François Gény pour l'auto-évaluation de l'HCERES
2019-2023	Co-représentante de l'axe de droit des affaires, Institut François Gény, Université de Lorraine.
	DIRECTIONS SCIENTIFIQUES
2024	Animation d'une table ronde : « La redynamisation des centres-villes à l'épreuve du régime des baux commerciaux », Les ateliers Lorrain, Chaire UAD, Hôtel de ville de Metz, 19 février 2024.
2023	Direction d'ouvrage collectif : L'internationalité du litige, Actes de colloque, Legitech, à paraître
2023	<b>Direction d'ouvrage collectif :</b> L'entrepreneur individuel après la loi du 14 février 2022 sur l'activité professionnelle indépendante, Legitech, 2023.

**Organisation de colloque :** « L'internationalité du litige », Metz, 1<sup>er</sup> décembre 2022.

Organisation de colloque: « L'entrepreneur individuel », Metz, 24 juin 2022.

2022

2022

2022	<b>Direction scientifique et coordination d'ouvrage :</b> <i>L'effervescence du droit des affaires, Mélanges en l'honneur du Professeur Martin-Serf,</i> Bruylant, 2022, 838 p.
2019	<b>Co-organisation et co-direction scientifique du colloque</b> « Loi Pacte et droit des affaires : quels changements ? », le 17 octobre 2019, Université de Lorraine, Faculté de droit de Nancy.
2015	<b>Co-direction de l'ouvrage</b> Entreprises en difficulté, regards croisés entre la France et le Maghreb, CEJJ, 2016, Tunis, 310 p.
2015	<b>Co-organisation et co-direction scientifique du colloque</b> « Entreprises en difficulté, regards croisés entre la France et le Maghreb », les 16 et 17 avril 2015, à Tunis.
2013	<b>Co-organisation et co-direction scientifique du colloque</b> « Insolvabilité internationale à l'épreuve des groupes de sociétés », Dijon, 11 octobre 2013.
2010-2023	<b>Directions</b> de plus de 30 <b>mémoires</b> et <b>rapports de stage</b> pour le Diplôme Supérieur de Notariat et en Master 2.
	DIRECTION DE THESES
Depuis 2021	Direction de la thèse de M. Fidel Konudea sur « Les risques liés à l'entreprise individuelle ».
Depuis 2020	<b>Direction de la thèse</b> de M. Jérôme Lario sur « L'influence des droits français et allemand dans la construction d'un droit matériel européen de l'insolvabilité ».
2016-2018	Co-encadrement de la thèse de M. Moustapha Chein avec le Professeur A. Martin-Serf sur « Le raisonnable et la bonne foi dans les ventes internationales de marchandises ».
	AUTRES RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES
Depuis 2023	Membre du réseau Transeurope Expert et de la Chaire EURINS pour une étude sur la proposition de Directive européenne sur l'insolvabilité.
2023	<b>Membre rapporteur du jury de thèse</b> de M. Ibrahim Salem sur « les conséquences juridiques de la mobilité transfrontalière des sociétés au sein de l'Union européenne », dir° Pr. Vincent Thomas, le 21 décembre 2023 à Dijon.
2023	<b>Consultation pour la Direction civile des affaires et du Sceau</b> sur le Projet de Directive n° 2019/1023 du parlement européen et du conseil du 20 juin 2019 sur la restructuration et l'insolvabilité, <i>JOUE</i> du 26 juin 2019, L 172/18.
Depuis 2023	Membre du Conseil scientifique de l'UAD, Chaire en droit de l'urbanisme et de l'aménagement durables, Faculté de droit de Metz.
2023	<b>Membre rapporteur du jury de thèse</b> de Mme M'Boure Kaba SYLLA sur « les embargos et l'exécution des contrats internationaux », dir° Pr. Natalie Joubert, le 13 juin 2023 à Dijon.

Expertise de dossiers d'enseignants-chercheurs pour l'attribution de la prime RIPEC à l'Université de

2022

Bourgogne.

2020	Expertise de l'offre de formation de licence en droit, Institut Sorbonne-Kazakhstan, Almaty.
2018	Consultation pour la Direction civile des affaires et du Sceau sur le Projet de Décret adaptant le droit français au règlement européen sur l'insolvabilité 2015/848.
Juin 2016	Coordination et synthèse des réponses individuelles des membres de l'association TransEurope Experts et rédaction de la réponse collective à la Consultation publique de la Commission européenne sur l'Harmonisation du droit des procédures collectives en Europe avec le Professeur Laura Sautonie-Laguionie.
Mai 2015	Participation et rédaction d'une sous-partie de la leçon de 24h de Mme Natalie Joubert, sujet : « les choses de peu », <i>Recueil de leçons de 24h</i> , <i>Agrégation de droit privé et sciences criminelles 2015</i> , LGDJ, lextenso éditions, p. 199.

# **RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES**

Depuis 2023	Vice-Doyenne de la faculté Droit, économie et administration de Metz
Depuis 2022	Responsable de la semestrialité affaires du Diplôme supérieur de Notariat de Nancy
Depuis 2021	Membre élue du conseil de la Faculté de droit, économie et administration de Metz.
Depuis 2021	Membre élue du conseil de l'Institut François Gény.
Depuis 2018	Responsable de la Licence en droit à l'Université de Lorraine. Faculté DEA de Metz. Auto-évaluation du diplôme de licence pour l'HCERES, organisation de conseils de perfectionnement, admission des étudiants étrangers, création et mise en place de la nouvelle offre de formation de licence, détermination des modalités de contrôles de connaissances spéciales, présidence des commissions d'examen, ORIACTION, Journées portes ouvertes, un jour à l'université, Cap sur le supérieur
Depuis 2018	Responsable de la Licence 3 à l'Université de Lorraine. Faculté DEA de Metz.
2024	Représentation de la Faculté de droit, économie et administration de Metz au sein de la délégation présidentielle de l'Université de Lorraine à l'Université Tohoku, Sendaï, Japon
2023	<b>Négociation et conclusion d'un partenariat</b> entre l'école de droit d'Universiapolis, l'Université internationale d'Agadir et la Faculté de Droit, économie et administration de Metz
2024	Membre du comité de sélection pour un poste de Maître de conférences, Université de Lorraine.
2021	Membre du jury du CRFPA à l'Université de Lorraine.
2019	Membre du comité de sélection pour un poste de Maître de conférences, Université de Lorraine.
2010 - 2017	Responsable de la semestrialité affaires du Diplôme supérieur de Notariat de Dijon.
2018	Membre du jury du CRFPA à l'Université de Lorraine.
2012	Membre du comité de sélection pour un poste de Maître de conférences, Université de Bourgogne.

## **ENSEIGNEMENTS**

## UNIVERSITE DE LORRAINE

## Master 2

2022-2023 2022-2023 2021-2022 2016-2023 2021-2023 2021-2022 2018-2019 2017-2018	Procédures collectives – Master 2 droit notarial (6h CM) L'entrepreneur individuel – Master 2 droit notarial (3h CM) Droit international privé du travail – Master 2 droit du travail (15h CM) Procédures collectives comparées – Master 2 droit des affaires transfrontières (10h CM) Régimes matrimoniaux et droit des affaires – Master 2 droit notarial (3h CM) Droit international privé – Master 2 droit notarial (6h CM) Vente internationale de marchandises – M2 droit des affaires transfrontières (10h CM) Droit comparé et droit européen de l'insolvabilité – M2 procédures transfrontières (18h CM)
	Master 1
2019-2022 2022-2023 2022-2023 2018-2022 2021-2022 2020-2022	Droit des entreprises en difficulté – Master 1 (36h CM) Droit international privé 2 : les conflits de lois – Master 1 (36h CM) Droit international privé 1 : les conflits de juridictions, approfondissements (12h CM) Droit international privé (1 et 2) - Master 1 (72 h CM) Droit international privé du travail – Master 1 droit social (15h CM) Initiation à la recherche, méthodologie du mémoire – Master 1 (10h CM)
	<u>Licence</u>
2022-2023 2016-2022 2016-2019 2016-2020 2016-2017 2017-2018 2016-2020 2016-2021 2018-2022	Droit des sociétés, régime général – L3 AES (18h CM) Droit des affaires – L2 droit (32 h CM) Droit des sociétés, régime général – L3 droit (36h CM) Droit des sociétés, régime général et régime spécial – L3 AES (18h et 21h CM) Droit des sociétés, régime spécial – L3 droit (36h CM) Contrats spéciaux – L3 AES (24h CM) Droit commercial – L2 AES (24h CM); ISFATES (20 h CM)  Actualisation en droit des affaires – IEJ (15 h CM) International Insolvency law – Summer School (6h CM)
	LININ/EDCITE DILLINEMPOLIDO

### UNIVERSITE DU LUXEMBOURG

2017 - 2022	<b>Responsabilité civile luxembourgeoise</b> – Séminaires Bachelor, semestre 4 (15h CM)
2016 - 2022	Les sûretés en Europe – M2 droit bancaire et financier (6h CM)
2016 - 2022	Sûretés et procédures collectives - M2 droit bancaire et financier (3h CM).
2015 - 2022	Torts Law – Responsabilité civile transnationale (droits allemand, français et anglais) (10h TD)
2014 - 2016	<b>Droit des sûretés</b> – TD sous la dir. M. le Prof. Pascal Ancel puis de Me S. Jacoby.

## SORBONNE UNIVERSITY (ABU DHABI, EMIRATS ARABES UNIS)

Sept. 2019 French Insolvency law, Master 1 international Business Law (30h CM) en anglais

## INSTITUT SORBONNE-KAZAKHSTAN (ALMATY, KAZAKHSTAN)

2018 et 2020 International insolvency law, Master 1 (45 h CM) en anglais.

UNIVERSITE DE BOURGOGNE	
2014-2016	Droit des sociétés – M2 droit notarial (12h CM) et Capacité en droit (30h)  Droit commercial – M2 droit notarial (12h CM)  Droit pénal spécial – M1 (32h CM)  Procédure pénale –L2 (30 h)  Droit du commerce international (TD) – M1 (15h TD)
	Responsabilité civile – L2 (15h TD).
2010-2013	Droit pénal – L2 (34h CM + un groupe de TD) Criminologie – M1 (34h CM) Droit cambiaire – M1 (TD) dir. Mme le Professeur Martin-Serf Droit des sociétés – L3 (TD) dir. M. V. Thomas Droit commercial – Licence professionnelle métiers du notariat (30h CM) Droit des sociétés – M2 droit notarial (12h CM) et L3 à l'IAE (12h CM)
2006-2009	Droit des obligations (droit des contrats et responsabilité civile) – Licence 2 droit (TD) dir. M. le Prof. A. Aynès et de Mme C. Coutant-Lapalus.
2007-2009	Droit des entreprises en difficulté en Master 1 droit (TD) : dir. Mme le Prof. A. Martin-Serf.
2006-2008	<b>Droit cambiaire</b> – M1 droit (TD) : dir. Mme le Prof. A. Martin-Serf.
2005-2006	Institutions judiciaires – L1 droit (TD): dir. Mme le Prof. V. Pironon.
2004-2005	<b>Droit privé et public des affaires</b> – M1 AES(TD) : dir. M. Ph. Icard et Mme le Pr. M. Boutelet.

# DIPLOME SUPERIEUR DE NOTARIAT (CFPN DE NANCY)

2021-2022	Vie des sociétés (1 journée)
2021-2022	Création de sociétés (1 journée)
2021-2022	Valeurs mobilières (1 journée)
2013-2022	Dissolution et liquidation amiable des sociétés (1 journée)
2011-2022	Droit international privé des affaires (1 journée)
2011-2022	Entreprises en difficulté (1 journée)
2011-2022	Fonds de commerce (2 journées)
2013-2016	Droit des sociétés (5 journées)
2011-2017	Transmission d'entreprises in bonis (1 journée)

## FORMATION CONTINUE DES PROFESSIONNELS

2018	Formation ENM: « Les conflits de juridiction : la question spécifique des procédures d'insolvabilité - Règlement (UE) n° 2015/848 » dans le cadre des journées de formation continue sur « les fondamentaux du droit international privé appliqués en matière commerciale » à l'attention des juges consulaires, Paris, 5 avril 2018.
2018	Formation continue des avocats : « Droit européen de l'insolvabilité : le Règlement (UE) n° 2015/848 et l'Ordonnance du 2 novembre 2017 », Pro-barreau, Paris, le 19 janvier 2018.
2013	Formation continue des notaires (CFPN) : Le fonds de commerce
2013	Formation continue des notaires (CFPN): Choix de structure (EIRL, sociétés)
2008	Formation continue des avocats (ERAGE) : La Fiducie

DIVERS
<u>Langues étrangères</u> : Anglais: C1; Allemand: A2; Italien: A2.